

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DIRECTION DES ARCHIVES

**Fonds des jurisconsultes
René Cassin et André Gros
(1940-1946)**

389QO

Répertoire numérique détaillé

par

Céline BRUGEAT et Sylvie PRUDON, responsables de fonds
sous la direction de Séverine BLENNER-MICHEL, conservateur en chef du patrimoine

La Courneuve, juillet 2019

Fonds des juristes René Cassin et André Gros
1940-1946
389QO

Référence : 389QO

Intitulé : Fonds des juristes René Cassin et André Gros

Dates prépondérantes : 1940-1946

Dates extrêmes : 1849-1947

Niveau de description : fonds

Présentation, importance matérielle et support : 43 volumes, 22 cartons, 2,5 ml.

Producteur : Comité national français, Comité français de la France libre, Gouvernement provisoire de la République française.

Service versant : Direction des affaires juridiques, Ministère des affaires étrangères.

Modalités d'entrée : Les dossiers constitués par les juristes René Cassin (1887-1976) et André Gros (1908-2003) ont été rapatriés de Londres simultanément aux archives de la mission française auprès du gouvernement français établie à Londres et conservés au bureau d'ordre de la direction des Affaires juridiques du ministère des Affaires étrangères avant d'être versés à la direction des Archives.

Présentation du contenu :

Ralliés à la France Libre, René Cassin et André Gros¹, eurent pour mission au cours du conflit d'apporter leur expertise juridique au général de Gaulle, notamment en officialisant auprès des alliés le statut des forces françaises libres (art.1) et en instituant les organes qui tinrent lieu de gouvernement en exil : le Comité national français, créé le 24 septembre 1941², puis devenu par ordonnance du 3 juin 1943³ le Comité Français de la Libération Nationale (art.2).

Ainsi constitué, ce mouvement dut légitimer et faire reconnaître son action, à travers notamment la promulgation de ses actes (art.3), et renforcer ses relations avec la Grande-Bretagne et les États-Unis (art.4).

Les juristes furent également chargés de produire des études sur l'organisation de la France après-guerre (art.5-11) ; ce travail d'anticipation s'est appliqué à divers domaines : à la réforme de l'administration (art.5-6), à la réorganisation des systèmes judiciaires civil (art.7) et militaire (art.8), aux questions économiques, financières et sociales (art.9-10) ainsi qu'aux affaires culturelles et à l'enseignement (art.11).

Progressivement, ils collaborèrent aux travaux des comités interalliés qui menaient alors une large réflexion sur les conditions de la Libération (art.12-21). Ainsi leurs examens s'appliquèrent à la formalisation du statut et des droits des armées alliées sur les territoires libérés (art.12-13), à la définition des nouvelles frontières (art.14), au traitement des forces ennemies (art. 15), ainsi qu'à l'évaluation de l'impact économique du conflit (art.16-18), en

¹ Assistés d'autres personnalités telles que Jean Bernay ou bien encore René Massigli.

² Ordonnance du 24 septembre 1941, portant organisation nouvelle des pouvoirs publics de la France libre et créant le Comité national français.

³ Ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale.

Fonds des juristes René Cassin et André Gros
1940-1946
389QO

portant plus particulièrement leur attention aux réparations des dommages de guerre et des préjudices subis par les civils (art.19-21).

Dès 1942, les alliés préparèrent le règlement du conflit et la reconstruction de l'Europe à travers la constitution de commissions et de comités (art.22-31). Un des organismes les plus actifs fut la Commission consultative européenne⁴ (art.23-27). Créée à la suite de la conférence de Moscou (octobre-novembre 1943), cette commission, constituée de représentants des gouvernements américain, soviétique et britannique, fut chargée de préparer la reddition de l'Allemagne et de ses satellites (art.24-27), et plus spécifiquement d'élaborer le texte de capitulation (art.26) et de déterminer les mesures de contrôle des zones occupées par les alliés (art.27-28). D'autres organismes interalliés participèrent à ces décisions, dont le Comité interallié pour l'étude de l'Armistice (art.29), The London International Assembly (art.30) et la Commission interalliée pour la restitution et la protection des biens culturels (art.31). La résolution du conflit se traduisit également par la préparation et la ratification des traités de paix de l'Autriche (art.32-33) et de l'Italie (art.34-36), s'attachant notamment à la question du statut du port-franc de Trieste (art.36).

La France libre, puis le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), par la voix de ses délégations, s'associa à ces dernières négociations de paix ainsi qu'aux conférences internationales qui furent à l'origine de la constitution d'organisations intergouvernementales, telles que l'Administration des Nations Unies pour le secours et la reconstruction (UNRRA) (art.39), la Cour permanente de Justice internationale (art.40) ou bien encore l'Unesco (art.41).

Mode de classement : Classement à l'article. Les dossiers ont fait l'objet d'un premier classement en 2008 par Sarah Delvigne, puis, dans le cadre d'une formation au classement, été analysés par différents agents de la direction des archives avant de faire l'objet en juillet 2019 d'un reclassement complet selon un plan thématique par Sylvie Prudon et Céline Brugeat-Peuffier, responsables de fonds, sous la direction de Séverine Blenner-Michel, conservatrice en chef du patrimoine.

Conditions d'accès : libres.

Conditions de reproduction : libres.

Langue des documents : français, anglais.

Contrôle de la description : Céline Brugeat-Peuffier et Sylvie Prudon, responsables de fonds, sous la direction de Séverine Blenner-Michel, conservateur en chef du patrimoine.

Sources complémentaires :

1. **Archives du ministère des Affaires étrangères**

A. ***Centre des archives diplomatiques de la Courneuve***

Comité Français de Libération nationale, 1940-1944, 419QO

⁴ Commission active de janvier 1944 à août 1945, Londres.

Fonds des juristes René Cassin et André Gros
1940-1946
389QO

Correspondance politique et commerciale, Guerre 1939-1945, Londres-Alger, 18GMII :

Ont été regroupées sous le titre « Londres-Alger » les archives du comité national français de Londres devenu, après la fusion opérée par le général de Gaulle et le général Giraud, Comité français de libération nationale, avant de s'intituler Gouvernement provisoire de la République française. Le fonds comprend les archives de tous les services du CNF à Londres, mais surtout celles intéressant le commissariat national aux Affaires étrangères, les dossiers du CFLN d'Alger devenu GPRF. Les cadres de classement conçus par les services de Londres et Alger ont été pour l'essentiel respectés. S'il comprend 1638 articles et constitue une source majeure pour connaître l'organisation et les activités des services de Londres et d'Alger, le fonds conservé au ministère des Affaires étrangères est loin d'être complet. On déplore en effet la destruction d'un certain nombre de dossiers durant leur transfert entre Londres et Alger. En outre, des dossiers sont conservés dans d'autres fonds.

Mission française auprès des gouvernements alliés de Londres, 762PO/1/1-30

Ce fonds réunit l'ensemble des archives de la mission diplomatique de Maurice Dejean de 1943 à 1945, à l'exception des archives de son conseiller juridique André Gros. Les archives de la mission Dejean sont d'une grande richesse : informations sur l'organisation de la France Libre et en particulier des missions diplomatiques du CFLN, correspondance avec Alger et en particulier avec le général de Gaulle, René Massigli et les autres commissaires nationaux, et enfin de nombreux travaux d'ordre politique, économique et juridique réalisés par des techniciens et des experts détachés auprès de la mission Dejean pour une coopération interalliée.

Papiers d'agents Archives privées :

Papiers Cassin, 301PAAP :

Ils se composent de deux sous-dossiers numérotés 122 et 123. Le premier traite de la situation en France en novembre 1941. Le second renferme le rapport remis au maréchal Pétain par le général de La Laurencie, délégué du gouvernement français auprès du chef de l'administration militaire allemande en France après quatre mois de mission (19 août–19 décembre 1940).

Papiers Dejean, 288PAAP, 1921-1980

Les papiers Dejean contiennent des chronos de télégrammes qui permettent de retrouver rapidement un document manquant. Ils se composent de notes manuscrites qui donnent toute l'ampleur du travail préparatoire effectué par Maurice Dejean, chef de la mission française auprès des gouvernements alliés repliés à Londres. Enfin ils renferment aussi des dossiers relatifs au Comité interallié pour l'étude de l'armistice et à certaines conférences internationales.

Papiers Massigli, 217PAAP, 1916-1973

Les papiers de René Massigli, qui fut entre autre commissaire national aux Affaires étrangères, se composent de 122 volumes.

Signalons également les entretiens de René Massigli, 1AO, 1981-1982

B. Centre des archives diplomatiques de Nantes

Archives de l'ambassade de France à Londres – Série C 1943-1969, 378PO

Cette série fut rapatriée au Centre des archives diplomatiques de Nantes le 17 mars 2003. Elle comprend les archives de la délégation française auprès du gouvernement britannique qui fut dirigée par Pierre Viénot.

Bibliothèque sur la Seconde Guerre Mondiale - 1939-1945

Cette bibliothèque est née du rapatriement en 1982 des ouvrages du service Presse et Information du consulat de France à New-York. Cette collection est essentiellement composée d'ouvrages et de brochures publiées par la France Libre.

2. Archives nationales

Fonds René Cassin, 382AP, 1914-1976

3. Conseil d'État

Fonds du Comité juridique, 9938/1-26, 1943-1945

Le Comité juridique fut créé à Alger par une ordonnance du 6 août 1943 afin de remplacer la Commission de législation et de servir d'organe de conseil législatif au CFLN. La présidence en fut confiée à René Cassin. Ce fonds se compose de dossiers relatifs à la création et au fonctionnement du Comité juridique et des affaires traitées par ce dernier. René Cassin défendit notamment lors des séances du Comité juridique le droit à la citoyenneté des juifs et des musulmans algériens. Il prépara aussi les mesures législatives d'après-guerre en parallèle de la commission d'étude des problèmes d'après-guerre qui s'attela à la réforme de l'État (Fonds Cassin-Gros, 389QO, art.5-11).

Bibliographie :

- OUVRAGES GENERAUX

Diplomatie et relations internationales

J. BAILLOU (dir.), *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, tome II, éditions du CNRS, 1984.

J-B. DUROSSELLE, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Dalloz, 1993.

M. VAÏSSE (dir.), *Dictionnaire des relations internationales au XXe siècle*, Armand Collin, 2000.

Seconde guerre mondiale

J-P. AZEMA, *De Munich à la libération, 1938-1944*, Seuil, collection « Points », nouvelle histoire de la France contemporaine, 1979.

J-P. AZEMA, F. BEDARIDA, *1938-1948 : les années de tourmente de Munich à Prague, dictionnaire critique*, Flammarion, 1995.

Y. DURAND, *La France dans la seconde guerre mondiale, 1939-1945*, Armand Colin, 1989.

A. KASPI, *La deuxième guerre mondiale, chronologie commentée*, Perrin, 1995.

Fonds des juristes René Cassin et André Gros
1940-1946
389QO

France Libre

J-L. CREMIEUX-BRILHAC, *La France Libre*, Gallimard, 1997.

J-F. MURACCIOLE, *Histoire de la France Libre*, PUF, 1996.

Fin de la guerre et après-guerre

S. COURTOIS, A WIEVIORKA (dir.), *L'état du monde en 1945*, La Découverte, 1994.

V. GHEBALI, *La France en guerre et les organisations internationales, 1939-1945*, Paris, Mouton, 1969.

C. LORENTZ, *La France et les restitutions allemandes au lendemain de la seconde guerre mondiale (1943-1954)*, Diplomatie et Histoire, direction des Archives du ministère des Affaires étrangères, Imprimerie nationale, 1999.

G. MAELSTAF, *Que faire de l'Allemagne ? Les responsables français, le statut international de l'Allemagne et le problème de l'unité allemande (1945-1955)*, direction des Archives du ministère des Affaires étrangères, Imprimerie nationale, 2000.

M. VAÏSSE, *Les relations internationales depuis 1945*, Armand Colin, Collection « Coursus », 2002.

M. VAÏSSE (dir.), *Le 8 mai 1945, la victoire en Europe*, Lyon, La Manufacture, Complexe, 1995.

- OUVRAGES BIOGRAPHIQUES

René Cassin

Actualité de la pensée de René Cassin, Actes de colloque international, CNRS, 1981.

M. AGI, *René Cassin fantassin des droits de l'Homme*, Plon, 1979.

M. AGI, *De l'idée d'universalité comme fondatrice du concept des droits de l'Homme, d'après la vie et l'œuvre de René Cassin*, Alp'Azur, 1980.

M. AGI, *René Cassin, Prix Nobel de la paix (1887-1976), père de la Déclaration universelle des droits de l'Homme*, Perrin, 1999.

F. GASNAULT, *Archives René Cassin*, Inventaire, Archives Nationales, 1983.

G. ISRAEL, *René Cassin (1887-1976), la guerre hors la loi avec de Gaulle- les droits de l'Homme*, Bruylant, 2007.

René Massigli

R. ULRICH PIER, *René Massigli, une vie de diplomate (1888-1988)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2006.

Date de la description : juillet 2019

Description du contenu

1-4 La France Libre.

1933-1946

- 1 **Statut des forces françaises libres.** – Juridiction applicable aux forces étrangères alliées stationnées en Grande-Bretagne, dont les Forces Françaises Libres (FFL) (1933-juin 1944). Privilèges et immunités diplomatiques du personnel de la France libre et des forces alliées présentes sur le territoire britannique (décembre 1940-février 1946). Statut et organisation des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) (juin-juillet 1944). Assurances du personnel de la France libre, War damage act (décembre 1940-octobre 1942).

1933-1946

2-4 Comité national de la France et Comité français de libération nationale.

1940-1944

- 2 **Organisation de la France Libre.** – Listes des comités et des correspondants de la France Libre (s.d.), ralliement de territoires de l'Empire à la France Libre (1941). Commissariat national à la justice et à l'instruction publique dirigé par René Cassin, dont allocutions de René Cassin radiodiffusées sur la BBC (avril 1941-janvier 1943). Administration de la France libre, dont organisation du service de l'État civil, travaux des comités d'affaires civiles et recrutement des éléments aspirants d'administration du service de l'intendance (juillet 1940-mai 1944). Cas particuliers (mars-octobre 1943).

1940-1944

- 3 **Reconnaissance de la France Libre.** - Légitimité et promulgation des actes officiels de la France libre ([1896] janvier 1942-juillet 1944). Reconnaissance du Comité Français de la Libération Nationale (CFLN) notes juridiques, correspondance d'André Gros, coupures de presse (avril 1943-août 1944).

[1896] 1942-1944

- 4 **Relations diplomatiques avec les forces alliées.** - Grande-Bretagne, dont accords Lyttletown-de Gaulle (1941) et projet d'accord d'assistance mutuelle et d'aide à la reconstruction (s.d.-après 1942). États-Unis, attitude envers la France, politique de guerre du département d'État, position vis-à-vis du Royaume-Uni : rapports, publications, coupures de presse (1943).

1941-1943

5-11 Les projets de la France Libre pour la France d'après-guerre.

1940-1945

5-6 Administration.

1940-1945

5

Organisation de la nation en temps de guerre. – Conséquences de l'état de siège ([1849-1938] avril 1940-juillet 1944). Organisation des pouvoirs civils et militaires à la libération (mars-mai 1944).

[1849-1938] 1940-1944

6

Réforme de l'État. – Préparation des ordonnances et lois abrogeant les textes du gouvernement de Vichy (mars-août 1943). Réorganisation des pouvoirs publics, future constitution, liberté de la presse, réforme du droit électoral, création d'une assemblée représentative provisoire (juillet 1942-août 1943). Droits de l'Homme et du citoyen (octobre 1942-août 1943). Nationalité, acquisition de la nationalité française par mariage (ordonnance du 6 janvier 1945), naturalisations, textes français et britanniques, étude de G. Kaeckenbeck sur le changement de nationalité et son mécanisme (octobre 1944-janvier 1945).

1942-1945

7-8 Justice.

1942-1944

7

Justice civile. – Commissariat national à la Justice, commission de législation, composition, réunions et travaux (décembre 1941-juin 1943). Comité du contentieux, affaires diverses (mars 1942-septembre 1943). Organisation judiciaire en France, réorganisation du ministère de la Justice (mai-septembre 1943). État du personnel judiciaire à la Libération par Cour d'Appel (1943-1944).

Tribunaux maritimes commerciaux (novembre 1944).

1942-1944

8

Justice militaire. – Recueil d'instructions et circulaires du Commissariat national à la guerre, registre (septembre 1942-avril 1943). Exercice de la justice militaire, notes, réflexions, accords (1918-1944).

Cas particulier, révision du procès de M. Desgré (tribunal militaire de Douala), dossiers transmis pour information au professeur Gros, conseiller juridique à l'ambassade de France en Grande-Bretagne (juin 1943-août 1944).

[1918] 1942-1944

9-10 Questions économiques et financières.

1942-1945

- 9 Généralités.** – Travaux de la Commission Alphanand pour l'étude des problèmes d'après-guerre d'ordre économique, financier et social (juillet 1942-janvier 1943). Organisation de l'économie de paix, rapport (1^{er} août 1944). Accords, dont projet d'accord monétaire franco-belge (août-octobre 1944), accord franco-britannique du 27 mars 1945 (juin 1944-mars 1945). Questions financières, dont projets de réforme monétaire (avril 1943-1945).

1943-1945

- 10 Industries et entreprises.** – Organisation des transports aériens après la guerre en France et à l'étranger, étude, documentation et coupures de presse (février 1943-mars 1945). Chantiers navals de Caen, activités et commandes en cours (août 1944).

1943-1945

- 11 Enseignement et affaires culturelles.** – Commissariat national à la justice et à l'instruction publique, section des questions intellectuelles et de l'enseignement : programme des travaux, comptes rendus des réunions et études (juillet 1942-août 1943). Institut français de Londres (avril 1945).

1942-1945

12-21 Libération des territoires occupés.

1938-1946

12-15 Questions politiques et militaires.

1938-1945

12-13 Forces alliées de libération.

1942-1945

- 12 Statut juridique et pouvoirs juridictionnels des armées alliées.** – Dossier général dont travaux de la commission du débarquement (août 1942-août 1944). Allied military Government for Occupied territories (AMGOT) : étude, documentation et coupures de presse sur des droits des armées alliées sur les territoires libérés (septembre 1943-novembre 1944). Cas particuliers, dont questions administratives et juridictionnelles soulevées par la présence des forces alliées en Indochine, actions du

Fonds des jurisconsultes René Cassin et André Gros
1940-1946
389QO

commandement et des troupes britanniques sur le territoire grec,
administration du port de Tanger (janvier 1944-octobre 1945).

1942-1945

- 13 Législation et accords.** – Accord Clark-Darlan (août 1942-juillet 1943). Projet d'accord franco-britannique sur le statut des armées alliées et le Commandant en Chef (juin 1944). Réflexions sur la sécurité, les tribunaux militaires, l'état de siège, les réquisitions immobilières, le butin de guerre (avril-août 1944). Accord franco-britannique sur les affaires civiles (25 août 1944).

1942-1944

- 14 Règlement des frontières.** – Frontière tchéco-polonaise, Teschen (novembre 1938-octobre 1942). Frontière russo-polonaise, ligne Curzon (janvier 1944). Détroits entre la Turquie et la Russie, statut juridique : notes, correspondance, coupures de presse (septembre 1943-juillet 1945). Accès de l'Éthiopie à la mer, action et rôle de l'association Abyssinie (avril-août 1944).

1938-1945

- 15 Groupement interallié pour l'étude des activités des Allemands et de leurs satellites.** – Création, objectifs, travaux : notes, procès-verbaux de réunions (septembre 1942-septembre 1944).

1942-1944

16-18 Économie de guerre.

1939-1946

- 16 Politique économique de l'Allemagne.** – Pénétration économique dans les pays occupés, dont la France et la Belgique : notes et études (décembre 1940-mai 1945).

1940-1945

- 17 Commerce avec l'ennemi (Trading with Enemy).** – Projets de déclaration interalliée aux pays neutres au sujet des transferts de biens, de droits et d'intérêts en territoires occupés ou sous contrôle de l'Axe (juillet 1942-janvier 1943). Législation et réglementation sur le commerce avec l'ennemi, la gestion et le traitement des biens ennemis en territoires occupés, dont France, Belgique, Hollande, Grande-Bretagne et États-Unis (mars 1942-février 1945). Liste officielle d'ennemis (11 mai 1944). Avoirs et biens français et alliés soumis au « Trade with enemy », organisation de la propriété française à l'étranger, sort des intérêts français dans les pays occupés, neutres et alliés, cas d'entreprises et de particuliers (août 1943-janvier 1946).

1942-1946

- 18 Propriété intellectuelle.** - Brevets et droits d'auteur, législation britannique « Custodian of Enemy property », jurisprudence américaine (1911-1939). Protection des droits d'auteur et de brevets sur des œuvres françaises (juillet 1941-novembre 1943). Sort des brevets d'autres pays, dont Belgique et Hollande (août 1943-juillet 1944).

[1911] 1939-1944

19-21 Dommages de guerre et préjudices pour les populations.

1939-1945

- 19 Généralités.** - Actions illégales, spoliations commises par l'Allemagne et ses alliés (septembre 1939-mars 1943). Victimes de guerre (avril 1941-juin 1943). Estimation du coût des dommages (avril 1943-1944).

1939-1944

- 20 Sous-comité interallié sur les actes de dépossession commis par l'ennemi.** - Organisation, déclarations et travaux (janvier 1943-novembre 1944).

1943-1944

- 21 Traitement de l'Allemagne et de ses satellites après-guerre.** - Attribution du butin de guerre, notamment des navires capturés dans les zones libérées (janvier 1944-février 1945). Désarmement économique de l'Allemagne et compensations (décembre 1942-décembre 1945). Sort des biens et brevets allemands en France et à l'étranger (juin 1944-décembre 1945).

1942-1945

22-35 Résolution de la guerre et reconstruction de l'Europe.

1942-1947

22-31 Commissions et comités internationaux.

1942-1946

- 22 Questions juridiques.** - Commission d'études des problèmes d'après-guerre d'ordre juridique et intellectuel (avril-novembre 1942). Comité juridique des pays de l'Europe occidentale, remaniements territoriaux, déchéance et problème de nationalité, statut des individus (décembre

Fonds des jurisconsultes René Cassin et André Gros
1940-1946
389QO

1943-avril 1945).

1942-1945

23-27 Commission consultative européenne.

1943-1946

- 23 Organisation.** – Fonctionnement, budget, avenir, programme de travail, approbation des accords par les gouvernements (décembre 1943-novembre 1945). Rapport sur les travaux concernant la fin des hostilités et la reddition de l'Allemagne, amendements (juin-novembre 1945). Comptes rendus des réunions (décembre 1943-juillet 1945).

1943-1945

24-27 Capitulation, occupation et contrôle des forces de l'Axe.

1944-1946

24-25 Reddition de l'Allemagne.

1943-1946

- 24** Réflexion sur les mécanismes de contrôle de l'Allemagne et de l'Autriche, zones d'occupation : rapports, recommandations, comptes rendus des réunions dont celles de Lancaster House (novembre 1944-janvier 1946).

1944-1946

- 25** Positions et réorganisation des pays occupés après leur libération. – Belgique, Grèce, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie (juin 1943-juin 1945).

1943-1945

- 26 Armistice avec l'Allemagne et l'Autriche.** – Projet français (février-novembre 1944). Instrument de capitulation, rédaction d'une déclaration, exigences additionnelles de l'Allemagne (janvier 1944-juillet 1945).

1944-1945

- 27 Traitement de l'Allemagne après la Libération.** – Dossier général (juin 1944-juin 1945). Criminels de guerre (octobre 1944-octobre 1945). Désarmement, répartition du matériel de guerre (janvier-avril 1945). Mesures économiques et financières (juin 1944-octobre 1945). Contrôle naval (octobre 1944-mai 1945). Prisonniers de guerre, déportés, internés, déplacements de population (avril 1944-octobre 1945). Administration de la justice en Allemagne (novembre 1944-septembre 1945). Restitution des biens spoliés, memorandum préparé par la France (août 1944-juin 1945).

1944-1945

- 28 Directives de la Commission consultative européenne à destination des organismes de contrôle allié.** – Memorandums de la France et des autres pays (septembre 1944-juin 1945).

1944-1945

- 29 Comité interallié pour l'étude de l'armistice :** comptes rendus des travaux et décisions (juin 1943-août 1944).

1943-1944

- 30 London International Assembly.** – Organisation, réunions (mars 1943-avril 1945). Travaux des diverses commissions, commission pour la poursuite et la sanction des criminels de guerre, commission politique (question italienne, question allemande, colonies africaines), commission du droit (droits des individus, esclavage, travail forcé), questions sociales (organisation internationale du travail), commission sur l'universalité (affaires internationales, fonction publique internationale, règlement pacifique des différends internationaux), place de la religion dans la reconstruction, réflexion sur l'usage d'une langue auxiliaire universelle (février 1943-juin 1944).

1943-1945

- 31 Commission interalliée pour la restitution et la protection des biens culturels.** – Conférences et réunions de travail des ministres de l'Education concernant la restitution des œuvres d'art et biens culturels spoliés, répertoire des dépôts d'œuvres d'art et d'archives en Allemagne et en Autriche (décembre 1943-février 1946).

1943-1946

32-35 Traités de paix.

1943-1947

32-33 Commission du Traité avec l'Autriche.

1947

32 Séances de travail (n^{os} 1 à 85) : comptes rendus (mai-octobre 1947).
1947

33 Propositions de la délégation française (n^{os} 1 à 77) (mai-octobre 1947).
1947

34-36 Italie.

1943-1946

34 Généralités. – Conditions de l'armistice avec l'Italie : notes et coupures de presse (juillet 1943-septembre 1944).
1943-1944

35-36 Traité de paix.

35 Conférence de Paris, Palais du Luxembourg. - Relevé de recommandations sur le projet de traité, rapport de la commission politique et territoriale pour l'Italie (juillet-octobre 1946).
1946

36 Session du Conseil des ministres des Affaires étrangères, Nations Unies, New-York. – Examen du statut du territoire libre et port-franc de Trieste, questions économiques (novembre-décembre 1946).
1946

37-41 Participation de la France aux activités des organisations internationales.

[1938] 1942-1945

37 Conférences internationales. – Conférence de l'Institut des relations du Pacifique, Québec (décembre 1942), participation de M. Burnay, ancien conseiller du gouvernement siamois (septembre 1942-juillet 1944). Conférence de droit international, Londres (10-12 juillet 1943), travaux, résolutions, recommandations (juillet 1943-août 1944). Conférence internationale sur les pêcheries, Londres (12-22 octobre 1943), projet de convention unique destinée à remplacer plusieurs instruments juridiques (septembre 1943-septembre 1945).

1942-1945

38-41 Naissance et organisation des Nations Unies.

- 38 Généralités.** – Société des Nations, répudiation par la France libre de la notification de retrait émise par l'État français en avril 1941 et décision de « suspension » de la France sur la liste des États membres en juillet 1943 (octobre 1942-juillet 1943). Adhésion à la Déclaration des Nations Unies (septembre 1943). Débats sur la Charte de l'Atlantique : coupures de presse (mars-avril 1944). Conférence de Dumbarton Oaks, ébauche de la Charte des Nations Unies : notes et coupures de presse (avril 1944-mars 1945).

1942-1945

39-41 Organismes.

[1938] 1942-1945

- 39 Administration des Nations Unies pour les secours et la reconstruction (UNRRA).** – Création par accord signé à Washington le 9 novembre 1943 en présence de Jean Monnet, travaux préparatoires, réunions, revue de presse, sièges attribués au CFLN (juillet 1943-mai 1945).

1943-1945

- 40 Commission officieuse interalliée sur l'avenir de la Cour permanente de justice internationale** (créée par la SDN). – Travaux, projet de nouveaux statuts de la Cour permanente de justice internationale : notes, comptes rendus de réunions, rapports (mai 1943-décembre 1945).

1943-1945

- 41 Commission des crimes de guerre des Nations unies.** – Règlement, projet de Convention aux fins d'assurer la comparution des prévenus de crime de guerre devant les tribunaux des Nations unies et l'exécution de leurs sentences, projet de Convention sur le jugement et le châtiment des criminels de guerre (janvier-avril 1944).

1944

- 42 Éducation et culture.** – Conférence des Nations Unies sur la constitution d'une organisation chargée de l'éducation et la culture, Londres (1^{er} novembre 1945), dont travaux de la Conférence des ministres alliés de l'éducation (mai-novembre 1945) et travaux de l'Institut International de Coopération intellectuelle ([1938]-novembre 1945). Projet de Charte internationale de la radio (juillet 1944).

[1938] 1944-1945

Fonds des jurisconsultes René Cassin et André Gros
1940-1946
389QO

- 43** **Documentation diverse :** coupures de presse britannique, américaine, française et soviétique.

1943-1945